

## APPEL D'OFFRES OUVERT

### SUR OFFRE DE PRIX

N° 11/2025

### REGLEMENT DE CONSULTATION

**ETUDE POUR L'ACCOMPAGNEMENT DE LA MONTEE EN COMPETENCE EN  
INTELLIGENCE ARTIFICIELLE POUR LE COMPTE DE L'INSTANCE NATIONALE DE LA  
PROBITE, DE LA PREVENTION ET DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION (INPPLC),  
EN LOT UNIQUE.**

*Passé en application des dispositions de l'alinéa 1 §I de l'article 19 et au paragraphe 1 et alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 du  
Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, tel qu'il a été modifié et complété.*

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION .....	3
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE .....	3
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES .....	3
ARTICLE 4 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES .....	3
ARTICLE 5 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES .....	4
ARTICLE 6 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS .....	4
ARTICLE 7 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS .....	4
ARTICLE 8 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS .....	5
ARTICLE 9 : OFFRE TECHNIQUE .....	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE .....	9
ARTICLE 11 : PRÉSENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS .....	9
ARTICLE 12 : DEPOT ET RETRAIT DES PLIS DES CONCURRENTS .....	10
ARTICLE 13 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS ..	10
ARTICLE 14 : CRITERES D'ÉVALUATION DES OFFRES .....	10
ARTICLE 15 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	15
ARTICLE 16 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE .....	16
ARTICLE 17 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES .....	16
ARTICLE 18 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES .....	16
ARTICLE 19 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT .....	16

## ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de consultation a pour objet : Etude pour l'accompagnement de la montée en compétence en intelligence artificielle pour le compte de l'instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption (INPPLC), en lot unique, en lot unique. Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 21 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

## ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres ouvert est l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC), représentée par son Président ou son délégataire.

## ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du règlement précité, le dossier d'appel d'offre doit comprendre :

- Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Le cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le modèle du bordereau du prix global ;
- La modèle de la décomposition du montant global ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation.

## ARTICLE 4 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 paragraphe 7 du règlement précité, exceptionnellement, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept (7) jours avant la séance d'ouverture des plis. Passé ce délai le maître d'ouvrage doit, par avis rectificatif, reporter la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 23 du Règlement des marchés de l'INPPLC. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Dans tous les cas, le délai de publicité prévu à l'alinéa 4 du paragraphe I-2 de l'article 23 du règlement précité doit être respecté.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y sont apportées ainsi que de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

L'avis rectificatif intervient dans l'un des cas suivants :

- Lorsque le maître d'ouvrage introduit des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans respecter le délai de sept (7) jours visé ci-dessus ;



- Lorsque le maître d'ouvrage décide d'introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres qui nécessitent un délai supplémentaire pour la préparation des offres ;
- Lorsqu'il s'agit de redresser des erreurs manifestes constatées dans l'avis publié ;
- Lorsque, après publication de l'avis, le maître d'ouvrage constate que le délai qui court entre la date de publication de l'avis et la date de la séance d'ouverture des plis n'est pas conforme au délai de publicité réglementaire.

#### **ARTICLE 5 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES**

Le dossier d'appel d'offres doit être téléchargé sur le portail des marchés publics ([www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)) ou du site web de l'INPPLC (<http://www.inpplc.ma/>).

#### **ARTICLE 6 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS**

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par lettre transmise par tout autre moyen pouvant donner date certaine de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçu, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes formes aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent potentiel dans le portail des marchés publics et dans le site web de l'INSTANCE.

L'identité ou la dénomination du ou des concurrents ayant formulé la demande prévue au premier alinéa du présent article ne doit, en aucun cas, être divulguée.

#### **ARTICLE 7 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 27 du règlement précité :

##### **1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :**

- justifient des capacités juridiques, techniques et financière nécessaire à la réalisation des prestations, objet du présent appel d'offres ;
- sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;
- sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes ;
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

##### **2- Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :**

- Les personnes qui sont en liquidation judiciaire ;
- Les personnes qui sont en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes qui ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 150 du règlement précité.

- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans le présent appel d'offres.

Les concurrents peuvent constituer des groupements pour présenter une offre unique. Le groupement doit être constitué conformément aux dispositions de l'article 148 du règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC.

Le groupement désignera un mandataire représentant les membres dudit groupement lors de la procédure de passation du marché, le cas échéant, et vis-à-vis du maître d'ouvrage lors de la phase d'exécution des travaux.

#### **ARTICLE 8 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET QUALITÉS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 28 du Règlement précité, chaque concurrent doit présenter un dossier administratif, un dossier technique comme suit :

##### **A- Le dossier administratif comprenant :**

##### **1. Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :**

1. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
  - S'il s'agit d'une personne physique ou d'un auto-entrepreneur agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
  - S'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter selon le cas :
    - Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
    - Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de ladite société ;
    - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
2. La déclaration sur l'honneur en un exemplaire unique qui doit comporter les mentions prévues à l'article 29 du Règlement fixant les règles et les modes de passation des marchés de l'INPPLC ;
3. Le cautionnement provisoire constitué par voie électronique conformément aux dispositions de l'arrêté de la Ministre des Finances n° 1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics : la constitution et la restitution des garanties pécuniaires s'effectuent par voie électronique conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics ;
4. En cas de groupement, le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes prévues au niveau de l'article 148 du règlement précité.
5. Pour le groupement, la convention constitutive du groupement, prévu à l'article 148 du Règlement précité ou sa copie certifiée conforme.

Cette convention doit indiquer notamment, l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, le ou les comptes bancaires, et le cas échéant, la répartition des prestations, conformément à l'article 148 du Règlement précité.

**Lorsque le concurrent est un établissement public**, il doit fournir, outre le dossier technique et en plus des pièces prévues aux 2) et 3) de l'alinéa 1 du I-A du présent article, une copie du texte l'habilitant à exercer les missions en relation avec les prestations objet du marché.

**Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives**, il doit fournir, outre le dossier technique et en plus des pièces prévues aux 1), 2) et 3) de l'alinéa 1 du A-I du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives.



**Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir**, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif prévues aux 2) et 3) de l'alinéa 1) du I-A du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.

**2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché dans les conditions fixées à l'article 43 du Règlement précité :**

- a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 27 du Règlement précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;
- c. Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (**modèle 9**) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;
- d. L'équivalent des attestations visées aux paragraphes a, b et c ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

**Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :**

- a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties mentionnées à l'article 27 du Règlement précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé. L'attestation précitée n'est exigée que pour les établissements publics soumis à l'impôt.
- b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné. La date de production au maître d'ouvrage des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

**Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :**

- a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties mentionnées à l'article 27 du Règlement précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopératives est imposée ;
- b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 27 du Règlement précité.

La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus, sert de base pour l'appréciation de leur validité.

**Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :**

- a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties mentionnées à l'article 27 du Règlement précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle l'auto-entrepreneur est imposé.

La date de production au maître d'ouvrage de cette pièce sert de base pour l'appréciation de sa validité.

**B- Le dossier technique comprenant :**

1. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant : le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation ;
2. Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'originale, délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés, par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations ou par les titulaires de marchés pour la partie sous-traitée. Chaque attestation précise notamment la **nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.**

## **ARTICLE 9 : OFFRE TECHNIQUE**

Les concurrents doivent présenter une offre technique faisant ressortir leur capacité à réaliser les prestations objet du présent appel d'offres aux moyens de compétences adéquates.

**Cette offre comprend six (06) pièces :**

### **Pièce 1 : La Méthodologie de travail**

Une note présentant la méthodologie que le soumissionnaire envisage de mettre en œuvre pour réaliser les prestations demandées.

Elle doit aborder d'une manière détaillée, tous les points illustrant la compréhension du besoin et traitant les différentes missions.

Elle doit présenter la méthodologie qui sera adoptée pour l'animation du séminaire stratégique, les ateliers d'idéation des cas d'usage, leur conception et déploiement, ainsi que la sélection et déploiement de la boîte à outils.

La méthodologie de travail devra être suffisamment détaillée et ne se limitant pas à reprendre les termes de référence.

### **Pièce 2 : Le planning proposé**

A fournir sous forme d'une note décrivant :

- Le planning détaillé de toutes les activités relatives à l'exécution des diverses prestations dans le délai fixé par le maître d'ouvrage ;
- Le chronogramme faisant ressortir les activités et l'affectation de chaque membre de l'équipe dédié à leur réalisation, en indiquant les tâches qui leur sont assignées et leurs charges.



### **Pièce 3 : Actions de formation et sensibilisation**

Cette pièce doit décrire les actions de formation et d'initiation proposées, aussi bien en termes de contenu que de démarche et méthode.

### **Pièce 4 : La liste nominative du personnel affecté au projet**

Cette pièce doit présenter la liste nominative du personnel affecté au projet sous forme d'un tableau récapitulatif par profil.

Dans ce même tableau, préciser clairement l'expérience et le rôle de chaque ressource dans des projets similaires.

A chaque profil, doit être affectée une seule ressource.

L'équipe projet demandée doit être composée des quatre profils ci-dessous :

- **Profil 1** : Chef de projet ;
- **Profil 2** : Expert sénior, pour l'animation du séminaire avec le Top management ;
- **Profil 3** : Expert technique ;
- **Profil 4** : Expert formateur.

**N.B :** L'équipe proposée par le concurrent doit contenir les quatre profils « Chef de projet », « Expert sénior », « Expert technique » et « Expert formateur » ; à défaut, l'offre du concurrent sera rejetée.

**Pièce 5 : Les curriculums vitae** (les CVs doivent respecter le **modèle indiqué en annexe 1**) de l'ensemble des membres de l'équipe pour l'accomplissement des prestations objet de l'appel d'offres co-signés par l'employeur et lesdits membres de l'équipe, précisant leurs profils (Chef de projet, Expert sénior, Expert technique et Expert formateur) au sein de l'équipe, leur formation et leur expérience, et accompagnés des copies certifiées conformes de leurs diplômes, attestations ainsi que d'éventuels certificats.

Les membres de l'équipe sont comme suit :

- 1) **Profil 1 - Le Chef de projet** : Il s'agit de l'interlocuteur privilégié et exclusif du maître d'ouvrage. Il assure, du côté du titulaire, la gestion globale du projet, la planification des différentes phases, la coordination des équipes, ainsi que le suivi de l'exécution des tâches. Il veille également à la préparation, la qualité et la conformité des livrables aux exigences du marché. Ce profil doit avoir :
  - Un diplôme supérieur ou égal à BAC+4 au minimum dans un domaine scientifique, technique ou managériel.
  - Une expérience d'au moins 4 ans dans la gestion de projets similaires.
- 2) **Profil 2 - L'Expert sénior** : Il s'agit d'un spécialiste disposant d'une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) années dans les domaines de la transformation digitale, dont une expérience avérée et pertinente en intelligence artificielle. Il doit être titulaire d'un diplôme de niveau Bac+5 ou plus dans un domaine scientifique ou technique pertinent et avoir réalisé au moins deux projets similaires au projet objet du présent appel d'offres.
- 3) **Profil 3 - L'Expert technique** : Il s'agit d'un ingénieur ou assimilé, spécialisé dans le domaine de l'informatique et de l'intelligence artificielle. Il doit justifier d'une expérience technique avérée comprenant au minimum deux (02) réalisations dans le développement de solutions ou de cas d'usage en intelligence artificielle. Le candidat doit être titulaire d'un diplôme de niveau Bac+4 ou plus en informatique, en intelligence artificielle ou dans tout autre domaine pertinent, et disposer d'au moins deux (02) années d'expérience professionnelle dans le domaine de l'intelligence artificielle.
- 4) **Profil 4 - L'Expert formateur** : Ce profil a pour vocation d'appuyer les actions de formation en intelligence artificielle assurées par le prestataire. L'Expert formateur doit justifier d'une expérience confirmée en tant que formateur dans le domaine de l'intelligence artificielle. Il doit être titulaire



d'un diplôme de niveau Bac+3 ou plus dans un domaine pertinent, disposer d'au moins deux (02) années d'expérience en tant que formateur en intelligence artificielle, et avoir réalisé au minimum trois (03) formations dans ce domaine au profit de clients relevant du secteur public ou privé.

**NB : Les diplômes, attestations et certificats doivent fournir les informations nécessaires pour répondre aux critères d'évaluation.**

**Pièce 6 : Les bordereaux de la CNSS** des trois (03) derniers mois qui doivent justifier l'affiliation à la société concurrente du Chef de projet ainsi qu'au moins d'un des deux profils suivants : Expert technique ou Expert formateur.

**N.B. : L'offre sera rejetée si l'une des pièces n° 1, 2, 3, 4, 5 ou 6 est manquante ou incomplète de façon rendant impossible son traitement, ou si les pièces demandées pour l'ensemble des membres de l'équipe projet ne sont pas fournies.**

#### ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

Conformément à l'article 30 du Règlement fixant les règles et les formes de passation des marchés de l'INPPLC, l'offre financière comprend :

**1. L'acte d'engagement** par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire selon le modèle en annexe du présent dossier d'appel d'offres ;

Cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).

Le montant de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres, en tenant compte du rabais éventuel.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 148 du règlement précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

**2. Le bordereau du prix global ;**

**3. La décomposition du montant global ;**

Les montants totaux du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total de la décomposition du montant global prévaut.

#### ARTICLE 11 : PRÉSENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS

1- Conformément aux dispositions de l'article 32 du Règlement précité, le dossier à présenter, par voie électronique, par chaque concurrent contient trois enveloppes distinctes :

- a. **La première enveloppe** contient, outre les pièces du dossier administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention « *lu et accepté* » par le concurrent ou son représentant dûment habilité ;
- b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre technique ;

c. **La troisième enveloppe** contient l'offre financière.

Conformément à l'article 12 du Chapitre 4 de l'arrêté du MEF n° 1692-23 du 4 juin 2023 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, les pièces produites par le concurrent sont insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique le concernant. Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document doit être signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter.

**NB : Sous peine d'élimination, toute pièce déposée sur le portail doit être signée séparément (pièce par pièce) par le certificat de signature électronique.**

#### **ARTICLE 12 : DEPOT ET RETRAIT DES PLIS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 135 du Règlement précité et de l'arrêté n° 1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, les plis doivent être envoyés par voie électronique via le portail des marchés publics [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma)

Le délai pour la réception des plis expire à la date et heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis. Les plis déposés postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

Tout pli déposé électroniquement peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les mêmes conditions que le dépôt des plis initiaux.

#### **ARTICLE 13 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS**

La séance d'ouverture des plis se tient au lieu, jour et heure prévus au niveau de l'avis de l'appel d'offres. L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 39, 41, 42, 43, 44, 136 et 144 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC et du chapitre 04 de l'arrêté n° 1692-23 précité.

#### **ARTICLE 14 : CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES**

La procédure de jugement des offres comportera 3 phases comme suit :

- 1. Analyse des dossiers administratif et technique ;**
- 2. Analyse des offres techniques ;**
- 3. Analyse des offres financières.**

Les offres seront examinées en trois phases conformément aux dispositions des articles 39, 41, 42, 43, 44, et 136 du Règlement précité.

##### **Phase 1 : Analyse des dossiers administratif et technique**

L'examen des dossiers se fait conformément aux dispositions de l'article 39 du Règlement précité. Cette phase se conclut par :

- Soit l'acceptation du dossier du concurrent (avec ou sans réserves) ;
- Soit le rejet du dossier du concurrent pour non-conformité avec le dossier d'appel d'offres.



## Phase 2 : Evaluation des offres techniques

Ne sont prises en compte dans cette phase que les offres ayant été retenues à l'issue de la phase 1.

La commission d'appel d'offres se réunit à huis clos pour examiner les offres techniques. Elle constituera éventuellement une sous-commission pour évaluer les offres techniques par rapport aux exigences du CPS et aux critères du présent règlement.

Des notes techniques (NT) seront attribuées aux candidats suivant les critères ci-après. Chaque offre sera notée sur **100 points**.

**Toute offre technique dont les profils et expérience des membres de l'équipe proposées ne répondent pas aux exigences du CPS sera écartée.**

### **A. CRITERES D'EVALUATION :**

#### **CRITERE 1 : Evaluation de la méthodologie de la gestion et démarche du projet : (40 points)**

La méthodologie de la gestion et démarche du projet : (NT1)			
Sous critères	Axe d'analyse	Note	Source
<b>Note méthodologique proposée</b> pour assurer la réalisation des prestations demandées et garantir la qualité des résultats <b>(20 points)</b>	<b>Excellente</b> : La note démontre une compréhension approfondie du besoin ; la démarche est claire, structurée, adaptée aux spécificités du projet et intègre des méthodes, outils et dispositifs innovants.	<b>20</b>	<b>Pièce 1</b>
	<b>Bonne</b> : La note démontre une bonne compréhension du besoin ; la méthodologie est cohérente et adaptée, mais sans éléments innovants ou avec certains aspects peu détaillés.	15	
	<b>Moyenne</b> : La note reste générale, reprend partiellement les termes du cahier des charges sans préciser les modalités concrètes d'exécution.	10	
	<b>Mauvaise</b> : La note est incomplète, confuse ou ne montre pas de compréhension réelle du besoin.	05	
<b>Planning de mise en œuvre</b> et ordonnancement, avec adéquation du plan des charges avec les compétences et les profils (chronogramme) <b>(10 points)</b>	<b>Excellent</b> : Le planning couvre l'ensemble des activités demandées, présente un ordonnancement logique, des durées réalistes et respecte le délai global du maître d'ouvrage. Le chronogramme précise clairement l'affectation de chaque membre de l'équipe (tâches, charge, durée, interdépendances).	<b>10</b>	<b>Pièce 2</b>
	<b>Bon</b> : Le planning est globalement cohérent et respecte le délai global, mais comporte quelques imprécisions (durées, répartition des charges ou dépendances partielles). Le chronogramme reste global mais lisible.	07	
	<b>Moyen</b> : Le planning ne détaille pas toutes les activités ou ne met pas clairement en		

	évidence l'affectation de chaque membre. Certaines durées sont peu réalistes ou non alignées avec les exigences du DAO.	05	
	<b>Mauvais</b> : Le planning est incomplet, non cohérent avec le délai fixé par le maître d'ouvrage, ou sans lien clair entre activités, ressources et livrables.	02	
<b>Contenu et démarche des actions de formation et d'initiation proposées (10 points)</b>	<b>Excellents</b> : Les actions de formation et d'initiation sont clairement structurées, adaptées aux besoins du projet et au profil des bénéficiaires. Le contenu est complet et progressif, les objectifs pédagogiques sont explicites, les méthodes d'animation (cas pratiques, ateliers, mises en situation, supports numériques, etc.) sont clairement définies.	10	<b>Pièce 3</b>
	<b>Bons</b> : Les actions de formation sont pertinentes et adaptées, mais certains éléments (objectifs pédagogiques, méthodes ou supports) restent généraux ou partiellement détaillés.	07	
	<b>Moyens</b> : Le programme est sommaire ou peu adapté au contexte du projet ; la démarche pédagogique n'est pas clairement définie et les supports ne sont pas précisés.	05	
	<b>Mauvais</b> : Absence de programme structuré ou inadéquation manifeste entre le contenu proposé et les besoins identifiés dans le cahier des charges.	02	

Tout concurrent ayant obtenu une note strictement inférieure à quinze (15) points sur quarante (40) à l'évaluation de la méthodologie de gestion et de la démarche du projet **sera écarté**

**CRITERE 2 : Evaluation de la qualification et les compétences de l'équipe du prestataire (Pièces 4 et 5) : (60 points)**

**Chef de projet :** La note totale attribuée au Chef de Projet est de **20 points**.

Profil 1 : Chef de projet (CdP)			
Critère de notation	Notation	Note d'évaluation	Points Maximum
Diplôme (Dans un domaine scientifique, technique ou manageriel)	• Bac + 5 et supérieur	4	4 Points
	• Bac + 4	1	
Si le chef de projet dispose d'un diplôme inférieur à Bac + 4, l'offre du concurrent sera écartée			
Certification en gestion de projet	• Le chef de projet est certifié en gestion de projet.	2	2 Points
	• Aucun Certificat en gestion de projet.	0	
Nombre de missions similaires en tant que Chef de projet	Expérience en management de projet dans des projets similaires au présent projet.	2 points par projet similaire en tant que Chef de projet plafonnée à 6 points	6 Points



Nombre d'années d'expérience en tant que Chef de projet	• >= à 8 ans d'expérience	8	8 Points
	• [ 4 à 8 [	4	
Si l'expérience en tant que CdP <u>est inférieure à 4 ans</u> , L'offre du concurrent <b>sera écartée</b>			
Total		20 Points	

**Equipe projet :** La note totale attribuée aux trois autres profils est de **40 points**

Profil 2 : Expert sénior			
Critère de notation	Notation	Note d'évaluation	Points Maximum
Diplôme (Dans un domaine scientifique ou technique pertinent)	<ul style="list-style-type: none"><li>Bac + 5 et supérieur</li></ul>	5	5 Points
Si la ressource proposée pour ce profil dispose d'un diplôme inférieur à Bac + 5, l'offre du concurrent sera écartée			
Nombre d'années d'expérience en transformation digitale avec une expérience avérée en intelligence artificielle	<ul style="list-style-type: none"><li>&gt; = à 12 ans d'expérience avec plus de 5 ans d'expérience en IA</li></ul>	4	4 Points
	<ul style="list-style-type: none"><li>&gt; = à 12 ans</li></ul>	3	
	<ul style="list-style-type: none"><li>[ 8 ans à 12 ans [</li></ul>	2	
	<ul style="list-style-type: none"><li>[ 5 ans à 8 ans [</li></ul>	1	
Si l'expérience dans les domaines de la transformation digitale avec une expérience avérée en intelligence artificielle est inférieure à 5 ans, l'offre du concurrent sera écartée (*) La Transformation Digitale est entendue ici dans une acception large, incluant notamment les projets de digitalisation et sans se limiter à sa définition académique.			
Participation dans des projets similaires à cette consultation en tant qu'expert en Intelligence artificielle ou technologie de rupture équivalente (big data, blockchain...)	<ul style="list-style-type: none"><li>5 projets et plus</li></ul>	6	6 Points
	<ul style="list-style-type: none"><li>3 à 4 projets</li></ul>	4	
	<ul style="list-style-type: none"><li>2 projets</li></ul>	2	
Si ce profil a participé à moins de 2 projets similaires, l'offre du concurrent sera écartée			
Total		15 Points	

Profil 3 : Expert technique			
Critère de notation	Notation	Note d'évaluation	Points Maximum
Diplôme (Spécialisé dans le domaine de l'informatique et de l'intelligence artificielle)	• Bac + 5 et supérieur	5	5 Points
	• Bac + 4	2	
Si la ressource proposée pour ce profil dispose d'un diplôme inférieur à Bac + 4, l'offre du concurrent sera écartée			
Nombre d'années d'expérience dans le domaine IA	Expérience en IA		4 Points
	• > =à 6 ans d'expérience	4	
	• [ 4 à 6 [	2	

	• [ 2 à 4 [	1	
Si l'expérience dans le domaine de l'intelligence artificielle de la ressource proposée pour ce profil est <u>inférieure à 2 ans</u> , L'offre du concurrent <u>sera écartée</u>			
Participation en tant qu'expert technique dans des projets de développement de solutions basées sur l'IA	• 5 projets et plus	6	6 Points
	• 3 à 4 projets	4	
	• 2 projets	2	
Si la ressource proposée pour ce profil a participé à moins de <u>2 projets</u> en tant qu'expert technique en Intelligence Artificielle, l'offre du concurrent <u>sera écartée</u>			
Total		15 Points	

Profil 4 : Expert formateur			
Critère de notation	Notation	Note d'évaluation	Points Maximum
Diplôme	• Bac + 5 et supérieur	4	4 Points
	• Bac + 4	2	
	• Bac + 3	1	
Si la ressource proposée pour ce profil dispose d'un diplôme inférieur à Bac + 3, l'offre du concurrent sera écartée			
Nombre d'années d'expérience dans le domaine de la formation en Intelligence Artificielle	Expérience en formation en IA		4 Points
	• > =à 6 ans d'expérience	4	
	• [ 4 à 6 [	3	
	• [ 2 à 4 [	1	
Si l'expérience dans le domaine de la formation en Intelligence Artificielle de la ressource proposée pour ce profil est inférieure à 2 ans, L'offre du concurrent sera écartée			
Nombre de formations réalisées dans le domaine de la formation en Intelligence Artificielle	• > = à 3 formations	2	2 Points
	• inférieur à 3 formations	0	
Si le concurrent propose un professeur de l'enseignement supérieur pour ce profil (expérience supérieure à 2 ans dans la formation sur l'IA), la note sera de 2 indépendamment du nombre de formations assurées en tant que formateur.			
Total		10 Points	

TOTAL de la note de la qualification et les compétences de l'équipe du prestataire ( NT2 ) :	60 points
--	-----------

**NB : Une ressource ne peut pas être désigné pour deux profils différents et une seule ressource et à proposer pour chaque profil.**

#### B. Motifs d'élimination des offres techniques

Sera écartée toute offre présentée par un concurrent :

- Dont le **Chef de projet** n'est pas un salarié dudit concurrent ;



- Dont l'**Expert technique** et l'**Expert formateur** ne sont pas, simultanément, des salariés du concurrent (au moins l'un de ces deux profils devant être salarié dudit concurrent) ;
- Ayant proposé le **même intervenant** pour deux profils différents ;
- N'ayant pas présenté les **pièces exigées** dans l'offre technique (pièce 1, pièce 2, pièce 3, pièce 4, pièce 5 et pièce 6) ;
- N'ayant pas présenté l'un des **quatre (04) profils exigés** ;
- N'ayant pas présenté les **copies conformes à l'originale des diplômes** des quatre (04) profils demandés ;
- Ayant obtenu une **note technique** inférieure à **70 points** ;
- Ayant une condition d'écartement au niveau des critères d'évaluation.

### **Phase 3 : Analyse financière des offres**

#### **A- Analyse financière**

Ne sont prises en compte dans cette phase que les offres ayant été retenues à l'issue de la phase 2.

Pendant cette 3<sup>ème</sup> phase, la commission écarte, selon les modalités et dans les conditions prévues à l'article 44 du règlement des marchés précité, les offres financières jugées excessives et, éventuellement, les offres financières anormalement basses.

Ensuite, l'évaluation financière des offres sera faite en attribuant une note financière (NF) sur 100 à chaque candidat selon la formule ci-dessous :

$$\text{NF du soumissionnaire} = \frac{\text{Montant de l'offre du moins disant}}{\text{Montant de l'offre considérée}} * 100$$

#### **B- Analyse technico-financière**

La note finale de chaque prestataire sera calculée en faisant la somme de 60% de la note technique et 40% de la note financière.

**NOTE globale = (60% \* NOTE TECHNIQUE + 40% \* NOTE FINANCIERE)**

**Le prestataire ayant obtenu la note GLOBALE la plus élevée sera déclaré attributaire du marché.**

### **ARTICLE 15 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Conformément aux dispositions des articles 36 et 143 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'INPPLC, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai n'excédant pas soixante (60) jours au maximum, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai via le portail des marchés publics conformément à l'arrêté n° 1692-23 du 23/06/2023 et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné, dans les mêmes formes, leur accord à la demande de prorogation, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant le délai supplémentaire convenu.

#### **ARTICLE 16 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE**

Lorsque les concurrents non installés au Maroc participent aux marchés de travaux, de fournitures et aux marchés de services, une préférence est accordée, lors de l'évaluation des offres financières aux offres présentées par les concurrents installés au Maroc, sous réserve du respect des engagements pris dans le cadre d'accords internationaux dûment ratifiés par le Royaume du Maroc.

Dans ces conditions, le montant de l'offre financière présentée par le concurrent non installé au Maroc est majoré d'un pourcentage fixé à quinze pour cent (15%).

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas au groupement, lorsqu'un ou plusieurs de ses membres sont installés au Maroc, à condition que la part qu'il détient ou qu'ils détiennent dans le groupement, telle qu'indiquée sur l'acte d'engagement, est égale ou supérieure à trente (30%) pour cent.

#### **ARTICLE 17 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES**

Conformément aux dispositions du point 5 de l'alinéa 2 de l'article 21 du Règlement précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible.

Pour l'évaluation et la comparaison des offres, les montants des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirhams. Cette conversion s'effectue sur la base du cours de référence du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

#### **ARTICLE 18 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES**

Les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents, doivent être établies en langue française.

#### **ARTICLE 19 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT**

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication pouvant donner date certaine. Cette lettre doit lui être adressée dans un délai qui ne peut dépasser trois (03) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette lettre est accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Par ailleurs, il est fait application des dispositions de l'arrêté n° 1692-23 du 23/06/2023. Les éléments ayant été à l'origine de l'écartement des concurrents sont conservés par le maître d'ouvrage pendant un délai de cinq (05) ans au minimum, à l'exception de l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou de l'attestation de la caution personnelle et solidaire qui sont restitués aux concurrents éliminés dans les quarante-huit (48) heures qui suivent la date d'envoi de la lettre visée à l'alinéa 1 du présent article.

Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnités si son offre n'a pas été acceptée.

Le choix arrêté par la commission d'appel d'offres ne peut être modifié par l'autorité compétente.



## ANNEXE : Modèle de CV

### **Profil proposé au sein de l'équipe :**

Nom et prénom :

Date de naissance :

Nationalité :

Adresse e-mail :

Emploi actuel :

### **Ancienneté dans le présent emploi :**

**Nombre de projets réalisés en relation avec l'objet de l'appel d'offres :**

**Nombre d'années d'expérience dans le domaine de l'appel d'offres :**

### **Formation (diplômes et certifications) :**

Citer les diplômes et éventuellement les certificats obtenus en commençant par les plus récents.

Indiquer brièvement les établissements universitaires et les institutions d'enseignement spécialisés fréquentés avec le nom exact de l'établissement (éviter les abréviations).

### **Expérience professionnelle :**

Indiquer les différents emplois et postes occupés par l'intervenant ayant un rapport direct avec l'objet du présent appel d'offres, en précisant **les dates**, le nom des employeurs successifs, **le titre de la fonction assumée**, le nombre d'années d'expérience, **les projets similaires à celui de l'AO** et le lieu d'emploi.

### **Projets réalisés en relation avec les projets demandés dans l'appel d'offres :**

Liste des projets réalisés						
Projet	Technologie(s)	Organisme	Durée	Année	Fonction assumée	Budget du projet

**Langues :**

**Date et signature de l'intervenant**

**Date et signature de l'employeur**

## REGLEMENT DE CONSULTATION

### APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DE PRIX N° 11/2025

Objet : Etude pour l'accompagnement de la montée en compétence en intelligence artificielle pour le compte de l'instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption (INPPLC), en lot unique.

Vérifié par :

 **Chief de Département  
Budget et Ressources  
Financières**  
**Abdellah OUMAMI**

Le Maître d'ouvrage

 **Pour le Président  
et par Délégation  
Secrétaire Général**  
**Amréd LAAMOUNRI**

Le concurrent :

(Cachet et signature du concurrent, *Nom, Prénom et  
Qualité du signataire avec le mention manuscrite « Lu  
et accepté »*)